



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques (SCPP)

**Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

Chambéry, le 03 MAI 2022

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2022-012  
portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation de la carrière « Calypso »**

-----

**Société GRANULATS VICAT,**

**COMMUNES DE MONTRICHER-ALBANNE ET SAINT-MARTIN-LA-PORTE**

-----

*Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

Vu le code de l'environnement,

- titre 1<sup>er</sup>, livre V et en particulier ses articles L512-1 et suivants et R512-1 et suivants ;
- titre VIII, livre 1<sup>er</sup>, et en particulier l'article R.181-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et codifiée au sein du code de l'environnement, titre VIII, livre 1<sup>er</sup>, relatif à l'autorisation environnementale, et en particulier ses articles L. 181-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15, alinéa 5°, disposant qu'une demande d'autorisation formée entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin 2017, puisse être déposée, instruite et délivrée en application des dispositions du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre II ou du chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement dans leur rédaction antérieure à la présente ordonnance ;

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2515 relevant du régime de l'enregistrement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dénommé « Registre national des déchets »

Vu l'avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la Région Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 08 décembre 2021 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 en cours de révision ;

Vu les autres documents de planification applicables (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020, SCoT du Pays de Maurienne approuvé le 25 février 2020, PLU de Saint-Martin-de-la-Porte approuvé le 5 novembre 2013, PLU de Montricher-Albanne approuvé le 27 mai 2021, modifié et révisé) ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 31 janvier 1974, du 22 juin 1978, du 21 juillet 1988, du 11 juillet 1991, du 30 juin 1994 et du 23 février 1996 antérieurement délivrés pour l'exploitation de la carrière de Calypso sur le territoire des communes de Montricher-Albanne et Saint-martin-la-porte ;

Vu la demande présentée le 8 mars 2017 par la société GRANULATS VICAT ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande, puis complétée transmissions du 26 avril 2018, du 8 janvier 2021 puis du 19 février 2021, mettant à jour certaines des pièces du dossier, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive calcaire sur le territoire des communes de Montricher-Albanne et Saint-martin-la-porte, d'une capacité moyenne de 100 000 t/an (150 000 t/an maximale) pour répondre à des chantiers locaux, et sollicitant de pouvoir porter cette capacité à 500 000 t/an (800 000 t/an maximale) en cas de réponse aux besoins de chantiers exceptionnels ;

Vu les impacts majorants étudiés pour une capacité d'extraction maximale de 800 000 t/an dans le dossier de demande d'autorisation qui a été présenté en enquête publique ;

Vu le choix formulé par l'exploitant de voir son dossier instruit selon les dispositions antérieures à l'autorisation environnementale ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 11 mai 2021 formulé sur le dossier de demande d'autorisation précité et le mémoire en réponse produit par la société GRANULATS VICAT au mois d'août 2021 ;

Vu la décision en date du 5 mai 2021 du président du tribunal administratif de Grenoble portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°ICPE-2021-030 en date du 23 août 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 20 septembre 2021 au 22 octobre 2021 inclus sur le territoire des communes de Montricher-Albanne et Saint-martin-la-porte ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications de cet avis en date des 1<sup>er</sup> et 22 septembre 2021, dans le Dauphiné Libéré édition Savoie, et des 2 et 23 septembre 2021, dans le journal du Bâtiment et des Travaux Publics ;

Vu le registre d'enquête publique, les conclusions motivées et avis favorable du commissaire enquêteur, sous réserve de la totale mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction des nuisances.

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Montricher-Albanne et Saint-martin-la-porte ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application de l'article R. 512-21 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 10 janvier 2022 de l'exploitant précisant la compatibilité de son projet au Schéma Régional des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 08 décembre 2021 ;

Vu la transmission par courriel en date du 18 janvier 2022 de l'exploitant, par laquelle il propose de retirer de la liste sollicitée en extension la parcelle n°2803 ainsi que la « voie communale n°6 », toutes deux situées sur la commune de Saint-Martin-de-la-Porte ;

Vu le rapport et les propositions en date du 21 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 8 février 2022 de la commission départementale nature, sites et paysage, formation carrière au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 14 février 2022 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 25 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation et enregistrement respectivement sous les rubriques n° 2510.1, 2515.1.a et 2517.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé prévoit que lorsque le remblayage est réalisé avec apport de déchets inertes externes (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci « respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. ».

CONSIDÉRANT les évolutions apportées au projet durant la construction du dossier, notamment par la mise en place de l'exploitation par puits plein, afin de limiter au maximum les nuisances sonores et les envols de poussières ;

CONSIDÉRANT que l'évaluation des nuisances sonores font état d'émergences conformes ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de contrôler les niveaux sonores à des fréquences resserrées en début d'activité afin de corroborer les résultats de l'évaluation des niveaux sonores présente dans le dossier susvisé ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, le projet nécessite la mesure des retombées de poussières par jauges ;

CONSIDÉRANT les mesures d'évitement et de réduction relatives à la préservation de la faune et de la flore et l'absence d'impact résiduel significatif sur les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT les mesures de suivi relatives à la faune et à la flore ;

CONSIDÉRANT que le projet est soumis à autorisation de défrichement au titre du code forestier et qu'il bénéficie pour cela de l'arrêté préfectoral en date du **02 MAI 2022** n° DDT-SEEF-FCMN 2022-0305 autorisant le défrichement de 13 476 m<sup>2</sup> de bois sur les communes de Montricher-Albanne et Saint-Martin-la-Porte pour l'exploitation de la carrière « Calypso » par la société Granulats Vicat ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,



CONSIDÉRANT que le projet est compatible aux orientations du Schéma Régional des Carrières qui encouragent le renouvellement des carrières déjà existantes, l'exploitation préférentielle de carrières de roche massive plutôt que des carrières en eaux et qui s'attache à des bassins de consommation en privilégiant un approvisionnement local.

CONSIDÉRANT que le projet vise à renouveler et étendre un secteur dédié à l'extraction depuis les années 1950 limitant ainsi l'impact environnemental par rapport à l'ouverture d'une nouvelle carrière ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de la demande actuelle en granulat, la fermeture de la carrière existante induirait nécessairement le transport de matériaux depuis d'autres carrières éloignées du bassin de consommation ;

CONSIDÉRANT les propositions formulées par l'exploitant dans son mémoire en réponse fournie à l'issue de l'enquête publique sont de nature à réduire les nuisances ayant été exprimées au cours de cette enquête ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des dispositions du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

---

### **Titre 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales**

---

#### **CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société GRANULATS VICAT, représentée par M. Alain BOISSELON en sa qualité de Directeur Général, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38 081 L'ISLE D'ABEAU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants et dont le périmètre est joint en annexe 1, sur le territoire des communes de Montricher-Albanne et Saint-martin-la-porte.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement,
- de renouvellement d'enregistrement des installations de traitement des matériaux au titre de l'article L.512-7 du code de l'environnement.

##### **Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 31 janvier 1974, du 22 juin 1978, du 21 juillet 1988, du 11 juillet 1991, du 30 juin 1994 et du 23 février 1996 sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.



### Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

## CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Exploitation d'une carrière de roche massive calcaire sur une superficie totale de 24,2 ha dont 9,5 ha en exploitation  Production annuelle moyenne : 500 000 t/an  Production annuelle maximale : 800 000 t/an  <i>sous réserve de la fourniture des éléments visés à l'article 1.2.4, en l'absence desquels la production annuelle moyenne est plafonnée à 100 000 t/an (150 000 t/an en production annuelle maximale)</i>	A
2515-1.a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Installations de traitement des matériaux : puissance maximale installée : 3 480,50 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux et déchets inertes	Aire de transit de produits minéraux : superficie supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>	E
1435-3	Station service	Volume annuel de carburant distribué de l'ordre de 400 m <sup>3</sup>	DC

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé

## Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations uniquement en renouvellement seront situées sur les parcelles des communes de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte désignées ci-dessous :

Commune	Lieu-dit	Section	N° parcelle	Surface totale de la parcelle	Surface visée dans la demande (m²)
Montricher-Albanne	Plan du Tuf	F	6 pp	61 760	950
		F	1957 pp	12 960	5 150
		F	12 pp	120	50
	La Ravoire	F	15 pp	151 350	3 650
		F	1848 pp	60 000	26 500
		F	1850 pp	27 100	17 450
		F	1959 pp	340 910	12 100
	Chemin rural				1 350
Saint-Martin-la-Porte	Les Gorins	E	33 pp	5 458	1 254
		E	59 pp	8 459	1 404
	Le Clou	E	74 pp	18 410	11 750
<b>Total</b>					<b>81 608</b>

Les installations uniquement en extension seront situées sur les parcelles des communes de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte désignées ci-dessous :

Commune	Lieu-dit	Section	N° parcelle	Surface totale de la parcelle	Surface visée dans la demande (m²)
Montricher-Albanne	La Ravoire	F	15 pp	151 350	2 500
		F	1848 pp	60 000	33 429
		F	1849 pp	310 080	10 455
		F	1850 pp	27 100	10 090
		F	1959 pp	340 910	16 815
	Chemin rural				658
Saint-Martin-la-Porte	Calypso	E	2 pp	4 793	3 500
		E	3859	13 735	13 735
		E	4627 pp	18 301	16 011
		E	2813 pp	5 254	3 339
		E	4164	2 560	2 560
		E	4381 pp	3 185	130
	Les Gorins	E	33 pp	5 458	4204
		E	59 pp	8 459	7 055
		E	4625 pp	3 566	3 486
	Le Clou	E	74 pp	18 410	6 660
		E	3454	3 535	3 535
		E	76 pp	3 590	2 740
		E	75 pp	3 540	3 195
	Pont Pallier	E	100	210	210
		E	4633	13 328	13 328
		E	108	910	910
		E	109	570	570
		E	101	256	256
		E	2807	44	44
				<b>Total</b>	<b>159 415</b>

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe 1) au présent arrêté préfectoral.

## Article 1.2.3 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

La présente autorisation vaut pour une exploitation de roche massive calcaire devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique et paysager.

Les plans de phasage correspondants sont joints en annexe 2.1 à 2.6 du présent arrêté.

L'extraction des matériaux, réalisée par abattage à l'explosif ou à la pelle hydraulique est limitée en profondeur à la cote 755 m NGF.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter de la notification de l'arrêté préfectoral est de 9 000 000 tonnes.

Au cours des trois premières phases quinquennales (du début de l'exploitation et pendant 15 ans), la production moyenne annuelle autorisée est de 500 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée fixée à 800 000 tonnes/an. Pour les trois dernières phases quinquennales (à partir de 15 ans et jusqu'à la fin de la présente autorisation), la production moyenne annuelle autorisée est de 100 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée fixée à 150 000 tonnes/an.

En cours de travaux, la hauteur maximale de la tranche d'exploitation sera de 15 mètres de hauteur par tranches descendantes (extraction du haut vers le bas. Chaque front sera séparé du suivant par une risberme d'au moins 10 mètres. L'enveloppe globale de la paroi en phase d'exploitation aura une pente de 45°. Lorsque le front sera repoussé jusqu'en limite de site, la banquette résiduelle sera effacée afin de recréer une falaise lisse dont la géométrie sera cohérente avec l'environnement immédiat du site.

Celles des installations de traitement de matériaux issus de la carrière, qui sont situés sur le carreau inférieur, sont rendues fixes avant l'issue de la première phase quinquennale.

Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre de la remise en état pendant les deux premières phases quinquennales (du début de l'exploitation et pendant 10 ans). Dans ce cadre la quantité moyenne annuelle pouvant être admise sur le site est limitée à 100 000 m<sup>3</sup>. La quantité maximale de déchets inertes stockée sur le site est de 1 000 000 m<sup>3</sup>.

La zone de remblais présentera des talus d'une hauteur maximale de 10 mètres et des pentes maximales de 33°. Ces talus seront séparés entre eux par des banquettes de 5 mètres de large.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des droits qui lui ont été concédés par le propriétaire.

#### **Article 1.2.4 – Modulation des volumes autorisés des installations**

L'exploitation de la carrière de Calypso selon les volumes de production annuelle moyenne et de production annuelle maximale définis aux articles 1.2.1 et 1.2.3 est assujettie à la présentation des documents justifiant que la carrière de Calypso est retenue pour répondre au besoin d'un chantier exceptionnel de la vallée de la Maurienne, en plus des chantiers locaux courants.

Pour ce faire, l'exploitant devra communiquer à Monsieur le Préfet de la Savoie, au moins deux mois avant le début des opérations d'extraction destinées à répondre à ce besoin, en leur adressant tous les documents justificatifs utiles, qui comporteront a minima :

- les volumes de production prévisionnels nécessaires pour répondre au besoin de ce chantier exceptionnel (production annuelle maximum, production totale complémentaire,...) ;
- la durée prévisionnelle de l'extraction nécessaire pour répondre au besoin de ce chantier exceptionnel ;
- le cas échéant, la mise à jour du plan de phasage et des garanties financières.

À défaut de présentation de ces justificatifs et s'il n'est pas justifié par l'exploitant, dans les conditions prévues au présent article, que la carrière a été retenue pour satisfaire à un besoin d'un chantier exceptionnel de la vallée de la Maurienne, les dispositions ci-dessous se substituent alors à celles qui leur sont contraires aux articles 1.2.1 et 1.2.3.

- Alinéa 2 : Le plan de phasage correspondants est joint en annexe 2.8 du présent arrêté.
- Alinéa 3 : L'extraction des matériaux, réalisée par abattage à l'explosif ou à la pelle hydraulique est limitée en profondeur à la cote 810 m NGF.
- Alinéa 5 : La production moyenne annuelle autorisée est plafonnée à 100 000 tonnes/an avec une production maximale fixée à 150 000 tonnes/an.
- Alinéa 7 : La puissance maximale de l'installation de traitement de matériaux issus de la carrière, visée par la rubrique 2515, est limitée à 725 kW.



## **CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société GRANULATS VICAT.

L'extraction des matériaux de percements du puits plein et de sa galerie horizontale d'accès tiennent lieu de mise en service des installations.

Pour la carrière et les installations de traitement de matériaux présentes dans l'emprise de la carrière, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction des matériaux ne doit plus être réalisée au-delà d'une durée de 29 années à compter de la date de notification du présent arrêté et les déchets inertes ne pourront plus être admis en remblayage à l'issue de la seconde phase quinquennale de l'autorisation, pour permettre l'achèvement de la remise en état du carreau inférieur du site.

L'admission des matériaux de remblayage visés à l'article 7.1.3 du présent arrêté, pour permettre l'achèvement de la remise en état du carreau inférieur du site, ne pourront plus être admis à l'issue de la seconde phase quinquennale de l'autorisation. L'admission des matériaux visés à l'article 9.1 du présent arrêté sont admis jusqu'à la fin de l'exploitation, à l'issue de la 6e phase quinquennale.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

Concernant les mesures édictées pour la protection des espèces, les mesures d'évitement et de réduction des impacts sont mises en place suivant le calendrier prescrit au titre 8 et leur mise en œuvre se poursuit le cas échéant au-delà de la durée d'exploitation de la carrière fixée par le présent article, sans limite de durée et selon les prescriptions prévues au titre 8.

## **CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS**

### **Article 1.5.1 – Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.5.2 – Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

### **Article 1.5.3 – Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4 – Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Pour les carrières, le changement d'exploitant étant soumis à autorisation préalable, le nouvel exploitant adresse au Préfet une demande d'autorisation accompagnée des documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

## **CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.7 – CONTRÔLES ET ANALYSES**

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de vibrations ou de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

## **CHAPITRE 1.8 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 1.8.1 – Dossier**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 10 années au minimum.

### **Article 1.8.2 – Plans**

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;

- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...);
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses
- les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs ;
- les bassins versants et réseaux de collecte des eaux pluviales en accord avec l'orientation des fronts de taille, figurée en annexe 9, et incluant le dimensionnement des fossés.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 1.8.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés selon le cas à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## **CHAPITRE 1.9 – RÉGLEMENTATION**

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 sont régies par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 sont régies par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.



Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

## **CHAPITRE 1.10 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **Article 1.10.1 – Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

### **Article 1.10.2 – Jours et horaires de fonctionnement**

La carrière n'est exploitée qu'en période des jours de semaine, dans la plage horaire maximale suivante : 7h00 – 20h00, les jours ouvrés. En période hivernale, en fonction de l'enneigement et des températures, l'activité sur le site est limitée, voire totalement arrêtée.

En cas de demande lors de chantiers exceptionnels, le site peut être amené à fonctionner les samedis. Néanmoins, l'activité ne concernera alors que le chargement et éventuellement le traitement des matériaux, il n'y aura pas d'activité d'extraction ni de tirs de mines.

### **Article 1.10.3 – Accès, voirie publique, circulation interne**

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.

Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5 mm sont bâchées avant de sortir du site.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

À cet effet, une zone permettant le nettoyage efficace des roues des véhicules (ou tout autre dispositif technique équivalent) est mise en place avant leur sortie sur la voie publique.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries nationales, départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (à minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

### **Article 1.10.4 – Moyen de pesée**

Le site est équipé d'un dispositif de pesée permettant de mesurer le tonnage de matériaux. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

### Article 1.10.5 – Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès.

À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

### Article 1.10.6 – Mesures spécifiques liées au risque de chute de bloc

#### *Article 1.10.6.1 – disposition constructives du bâti*

Avant tout démarrage d'exploitation pouvant faire peser un tel risque sur le bâtiment abritant les bureaux et l'atelier, des travaux de sécurisation seront déployés : soit sur les façades exposées, qui seront rendues aveugles et devront résister à la pression d'impact, soit en déployant un merlon de protection adapté.

#### *Article 1.10.6.2 – Protection de la conduite d'eau*

Compte tenu de l'aléa de perforation en cas d'impact au droit des conduites d'alimentation en eau potable de la ville de Saint-Jean-de-Maurienne et de réseau d'eaux usées de la station des Karellis, qui passent à proximité du site en bordure Nord, l'exploitant met en œuvre l'une des mesures suivantes :

- **Solution 1 – Protection par remblaiement :** la solution consiste à augmenter la couverture de matériaux sur les conduites qui sont enterrées à 1,5 mètre, avec la mise en œuvre d'un remblais supplémentaire de 1 mètre sur les secteurs concernés par les chutes de blocs, de manière diminuer leur vulnérabilité et diminuer la pression en cas d'impact ;
- **Solution 2 – Prévention :** Mesure de suivi lors des opérations d'extraction en bordure par la mise en place d'un protocole d'intervention avec le gestionnaire des conduites d'eau et notamment par la présence du gestionnaire lors des tirs de mines à proximité de la bordure qui domine les conduites et par la réalisation d'un contrôle périodique des ouvrages.

#### *Article 1.10.6.3 – Protection des brises charges*

Compte tenu du risque d'endommagement existant sur les brise-charges des conduites d'alimentation en eau potable de la ville de Saint-Jean-de-Maurienne et de réseau d'eaux usées de la station des Karellis, qui passent à proximité du site en bordure Nord, l'exploitant met en œuvre des filets de protection ou merlon contre les chutes de bloc au droit de chaque brise-charge, dès la mise en exploitation de la carrière et selon les préconisations d'un géotechnicien.

Il déploie un suivi de ces ouvrages, comprenant :

- Des visites de contrôle simples qui consistent à vérifier, depuis le pied de versant ou depuis la piste l'intégrité des ouvrages. La fréquence de ce contrôle visuel devra être hebdomadaire à bimensuel.
- Des inspections détaillées des ouvrages et des parements rocheux par un ingénieur géotechnicien spécialiste. La fréquence de ce diagnostic devra être de l'ordre de 1 à 2 ans.

Il assure une maintenance de ces ouvrages, comprenant :

- un entretien prévisible : Les opérations de maintenance consistent à l'entretien courant des ouvrages suivant le résultat de l'inspection visuelle détaillée (pour les écrans : débroussaillage, remplacement des pièces corrodées, peinture des ancrages, vidanges des matériaux accumulés dans l'écran etc...);
- des réparations exceptionnelles : La réparation des écrans survient lorsque l'ouvrage a subi un impact nominal ayant entraîné un endommagement de l'ouvrage. Pour les écrans, ces réparations exceptionnelles peuvent aller jusqu'au remplacement total d'un ou plusieurs modules de l'ouvrage.

#### ***Article 1.10.6.4 – stockage des explosifs et timbrage maximal des tirs de mine***

Il n'y aura pas de stockage d'explosif sur la carrière. Les explosifs seront livrés le jour du tir et utilisés dès réception.

#### **Article 1.10.7 – Mesures spécifiques à l'ancienne usine à Chaux**

Les mesures ME\_2 et MC\_2 relatives à l'impact paysager, telles qu'elles apparaissent proposées dans le dossier, sont abandonnées.

Sous un délai de 12 mois après la mise en service des installations, l'exploitant met en œuvre les actions nécessaires à la démolition de l'ancienne usine à chaux, sous réserve de l'obtention des autorisations requises par le code de l'urbanisme.

#### **Article 1.10.8 – Communication avec les riverains, élus et associations**

Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une commission-d'information de la carrière, présidée alternativement par les maires de la commune de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte et composée de représentants de ces deux communes, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.

L'invitation comportant un ordre du jour, sera transmis par le président en exercice tous les membres, au moins quinze jours avant la commission. Le président pourra, en tant que de besoin, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission.

Les services de l'État concernés et l'inspection des installations classées pourront être invités en tant que de besoin.

### **CHAPITRE 1.11 – DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS**

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets rend obligatoire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière au titre de l'environnement et de la santé et sécurité au travail.

Cette télédéclaration des données de l'année est effectuée avant le 1er avril de l'année n + 1 sur le site

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>

(GEREP)



---

## Titre 2 – Prévention de la pollution atmosphérique

---

### CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET

#### Article 2.1.1 – Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### Article 2.1.2 – Réduction des émissions de poussières

L'exploitant prend toute disposition utile pour prévenir et limiter l'émission et la propagation de poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

À cet effet :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des poids-lourds et engins de carrière circulant sur le site est limité à 20 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière ;
- les chantiers et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.
- les pistes de roulage sont arrosées, en tant que de besoin par temps sec et venteux et hors période de gel, au moyen d'une citerne à eau mobile.

#### Article 2.1.2 – Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement

Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

Au sein des installations de traitement, l'aspersion au niveau des convoyeurs, des points de chute devra, le cas échéant, être mise en place.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux, implantés en tant que de besoin, sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de

manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

### **Article 2.1.3 – Mesure des retombées de poussières**

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de localisation de ces points de mesure se trouve en annexe 3.1.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

---

## **Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

---

### **CHAPITRE 3.1 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantiers sont réalisés sur un bac de rétention mobile permettant la récupération totale des égouttures et des déversements accidentels.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux météoriques s'y versant.

Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire sont stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

### **CHAPITRE 3.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU**

Les besoins en eau de la carrière Calypso sont couverts via un prélèvement au niveau d'un puits créé ou réhabilité sur la plateforme industrielle et qui est équipé d'une pompe d'un débit de 80 m<sup>3</sup>/h et d'un dispositif de mesure du volume prélevé.

Cette eau servira à approvisionner le système de brumisation mis en place sur la carrière et pour l'arrosage des pistes. Ces volumes seront mesurés et limités à 90 000 m<sup>3</sup> annuel.

### **CHAPITRE 3.3 – ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LA SURVEILLANCE EN CAS DE SÉCHERESSE**

En cas de sécheresse, dès le niveau de vigilance, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, la surveillance accrue des rejets d'effluents aqueux et la prévention des pollutions accidentelles.
- Affichage de consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle (locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, et locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau).



- Information de l'inspection des installations classées concernant les périodes d'arrêt prévues.
- Vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents aqueux pollués ou susceptibles d'être rejetés.
- Vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure (débit et qualité des rejets d'effluents aqueux).

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Interdiction des usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au process industriel ou qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'installation :
  - Arrosage des pelouses.
  - Lavage des véhicules et des engins.
  - Lavage des sols.
- Report ou limitation en nombre et en durée :
  - des opérations de maintenance et de lavage des installations.
  - des exercices incendies
- Réduction au strict minimum des usages de l'eau nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'installation sans réduction de l'activité.
- Utilisation préférentielle d'une réserve d'eau ou d'une ressource en eau non soumise à restriction (eau prélevée dans les barrages).
- Modifications du programme de production, afin de privilégier les opérations / machines / lignes les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants.
- Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte renforcée, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Limitation des flux polluants dans les rejets d'effluents aqueux, pouvant nécessiter une réduction d'activité.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau de crise, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Interdiction des usages non prioritaires de l'eau.

## **CHAPITRE 3.4 – TRAITEMENT DES EAUX**

### **Article 3.4.1 – Traitement des eaux superficielles**

Les eaux superficielles sur le site sont les eaux météoritiques et les eaux utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières.

Le traitement des matériaux ne nécessite pas d'eau. Lorsque l'installation est nettoyée à l'aide d'eau, l'eau utilisée est évacuée au niveau de l'aire étanche.

Les eaux météoritiques qui tombent sur les zones minérales du site (carreau, banquettes et zone des stocks de produits) s'infiltreront directement dans le sol au droit du périmètre de la carrière.

La gestion des eaux de la carrière en fin d'exploitation consistera à diriger les eaux de ruissellement de la carrière (10,5 ha) vers deux bassins infiltrants, situés au contact entre le carreau final (cote 755 m NGF) et la paroi actuelle (cotes 755 à 690 m NGF). Les eaux non infiltrées et qui pourraient surversées seront dirigées par un réseau de banquettes drainantes et de descentes d'eau vers le bassin de

décantation B4. Ce bassin, de grande capacité (d'un volume de 10 000 m<sup>3</sup>, supérieur au volume de rétention associé à un épisode pluvieux centennal) sera également à caractère infiltrant.

Toutefois la perméabilité de fond du bassin B4 sera bien inférieure à celles des bassins B1 et B2. Un dispositif de surverse sera aménagé à la cote 709 m NGF pour le bassin B4. Les eaux surversées emprunteront la banquette actuelle renforcée (encaillassée) et contrepentée dont l'extrémité aval sera aménagée (merlon et descente d'eau) afin d'envoyer les eaux vers le canal de l'ancien chenal de la Valloirette.

Ces dispositifs sont indiqués en annexe 4.

Il n'y a pas d'eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, les eaux circulant sur le site étant gérées de manière à éviter le rejet direct et transitant via un réseau de collecte (fossés) et de bassins.

Le décroûtage des camions se fait par l'installation d'un dispositif de lavage des roues en sortie de site.

### **Article 3.4.2 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

Les rejets d'eau dans le milieu naturel se font par infiltration, après traitement pour les eaux qui le requiert (décanteur-déshuileur associé au bâtiment atelier). Il n'y a pas de rejet canalisé dans le milieu naturel.

En aval de la zone de remblais, un piézomètre est mis en place à l'entrée du carreau inférieur avant le début des travaux. Ce piézomètre permet de réaliser un contrôle semestriel du niveau piézométrique et de la qualité des eaux. Ce suivi débutera 6 mois avant le début du remblaiement du carreau inférieur, et sera poursuivi au moins 1 an après la fin de l'activité de la carrière.

Les paramètres analysés seront :

- le pH ;
- la Température, la conductivité ;
- Calcium, Chlorure et sulfates ;
- Métaux :
  - o Aluminium, Arsenic, Cadmium, Chrome, Fer dissous, Mercure, Manganèse, Plomb, Etain, Zinc, Antimoine (Sb), Cadmium (Cd), Fluorures, Molybdène (Mo), Nickel (Ni), Sélénium (Se) ;
- Indice phénol ;
- Carbone Organique par oxydation (COT) ;
- DCO ;
- Hydrocarbure totaux, HAP, PCB, BTEX.

---

## **Titre 4 – Déchets produits sur le site**

---

### **CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS**

#### **Article 4.1.1 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.1.2 – Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code susvisé.

Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du même code.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

D'une manière générale, les déchets sont conservés, dans l'attente de leur évacuation, dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### **Article 4.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### **Article 4.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **Article 4.1.5 – Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **Article 4.1.6 – Registre**

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

À cet effet, l'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

#### **Article 4.1.7 – Transport**

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **Article 4.1.8 – Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan inclut le mode de gestion des boues du curage éventuelles du bassin d'infiltration. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;



- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

---

## **Titre 5 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses**

---

### **CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 5.1.1 – Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **Article 5.1.2 – Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

De préférence, les avertisseurs de recul sont du type « cri du lynx ».

#### **Article 5.1.3 – Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **Article 5.1.4 – Mesures additionnelles**

Les activités susceptibles d'être à l'origine d'émissions sonores (engins, foration, tirs de mines...) sur la carrière ne peuvent pas commencer avant 7 h du matin.

### **CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la publication de cet arrêté et ensuite périodiquement tous les trois ans. Elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.

La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux).

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

Le plan de localisation de ces points de mesure se trouve en annexe 3.2.

### Article 5.2.2 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

### Article 5.2.4 – Niveau de crête lors des tirs de mines

Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle C.

Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié lors de chaque tir, avec comme objectif d'atteindre, lors des prochains tirs, si ce n'est pas le cas, dans les ZER, des valeurs de niveaux de pression inférieurs à 125 dB(L).

## CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS

### Article 5.3.1 – Vibrations (hors tirs de mines)

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### Article 5.3.2 – Vibrations (liées aux tirs de mines)

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

La charge unitaire maximale utilisée lors des tirs de mines est définie pour chaque tir par une société spécialisée en minage. Afin de limiter les vibrations, les tirs seront réalisés avec mise en place de 1 ou 2 détonateurs par trou. Le bourrage sera constitué de graviers ou de cutting de forage entre chaque charge pour qu'elles ne communiquent pas et également en tête de trou pour éviter l'effet canon (départ de l'explosif à la verticale).

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes<sup>1</sup> des vitesses particulières pondérées supérieures à 2 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction pour ne pas créer de désordres dans les constructions.

Il est toléré que sur 10 tirs de mines consécutifs, les vitesses particulières de 2 tirs au plus dépassent 2 mm/s sans excéder 2,5 mm/s.

Chaque tir est enregistré et les résultats transmis à l'inspecteur des installations classées. Les résultats sont portés à la connaissance des maires des communes de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte par l'exploitant.

À chaque tir de mines, l'exploitant met en place au moins deux appareils de mesure des vibrations aux abords de la carrière (pont, bâtiment industriel), ainsi que jusqu'à deux appareils à répartir au niveau des habitations les plus proches de la commune de Saint-martin-la-porte qui feraient l'objet d'une telle demande.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION DU SIGNAL
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure de tir,
- les vitesses particulières,
- le lieu de l'enregistrement,
- l'onde de surpression aérienne.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima les communes de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte, ainsi que les riverains les plus proches, selon des modalités prédéfinies, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

## CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

<sup>1</sup> – On entend par construction avoisinante, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.



---

## Titre 6 – Prévention des risques

---

### CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux

### CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoires électriques...). Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. La configuration de l'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

### CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière ;
- **les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides) ;**
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- La localisation des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

### CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

## **CHAPITRE 6.5 – PRÉVENTION DES RISQUES DE PROJECTION LORS DES TIRS**

Avant chaque tir, l'exploitant et l'entreprise chargée du minage s'assurent de l'absence de passants, d'usagers sur les voies d'accès à la carrière, les chemins forestiers et les chemins de desserte. Lors des tirs mines, l'accès au site et aux zones dangereuses de la carrière sont bloqués par le personnel de la carrière.

Avant chaque tir de mines, un signal sonore prévient de l'imminence du tir (trois coups de sirène). Une fois le tir réalisé et après vérification de l'absence d'anomalie, un signal sonore (un coup de sirène) est émis pour lever les dispositions liées à la sécurité et à l'interdiction d'accès.

La hauteur maximale d'abattage est autorisée à 15 mètres. Un contrôle de la géométrie de chaque foration est effectué par une sonde ou tout autre moyen équivalent. Un plan de vérification de chaque foration est dressé et conservé.

---

## **Titre 7 – Conditions d'exploitation**

---

### **CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES**

#### **Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires**

##### ***Article 7.1.1.1 – Information du public***

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
- la liste des déchets inertes autorisés

##### ***Article 7.1.1.2 – Bornage***

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;

2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### ***Article 7.1.1.3 – Travaux préliminaires à l'exploitation***

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 7.1.1.1 à 7.1.1.2.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et aux maires des communes de Montricher-Albanne et de Saint-martin-la-porte de la mise en service de la carrière.

Le document mentionné au chapitre 9.2 (garanties financières) est adressé au Préfet dès la mise en activité de la carrière.

#### **Article 7.1.2 – Dispositions particulières d'exploitation**

##### ***Article 7.1.2.1 – Modalités d'exploitation***

L'exploitation sera conduite selon les plans de phasage joints au dossier, conformément aux dispositions des articles 1.2.3 et 1.2.4 du présent arrêté, et repris en annexe 2.

##### ***Article 7.1.2.3 – Travaux de découverte***

Le gisement est recouvert, sur son sommet, d'une fine couche de terre d'environ 50 centimètres d'épaisseur qu'il est nécessaire de décaper au préalable de l'exploitation.

Cette terre de découverte sera décapée puis stockée en bordure haute de la carrière sur une épaisseur de dépassant pas 2,50 mètres et servira à la remise en état. L'exploitant veillera à réutiliser cette terre rapidement afin de maintenir les qualités physico-chimiques de ce sol.

#### ***Article 7.1.2.4 – Extraction***

Le calcaire massif exploité dans la carrière de Calypso est une roche très dure qui nécessite un mode d'extraction par tirs de mines.

Les caractéristiques d'extraction sont les suivants :

- Hauteur de front = 15 m
- Largeur de banquette d'au moins 10 mètres, puis effacée en position finale
- Pente intégratrice de front de 45° sur les fronts en phase d'exploitation
- Selon les dispositions de l'article 1.2.4 :
  - Fond du gisement minimal = 755 ou 810 m NGF
  - Production moyenne = 500 000 ou 100 000 t/an

La roche pourra être extraite, soit par des moyens mécaniques (dent vibrante, dent de déroctage), soit par des tirs de mines adaptés (profondeur de foration, charge unitaire, nombre de trous).

Les matériaux extraits seront débardés à la pelle hydraulique. Les matériaux débardés seront repris pour être acheminés vers l'installation de traitement (groupe primaire) située sur le carreau supérieur, puis ils seront déversés dans le puits plein.

Il est interdit de déverser les matériaux extraits directement depuis le carreau supérieur.

Une attention particulière sera portée pour l'extraction en bordure de falaise ; une analyse devra être menée par l'entreprise de minage ou un expert en géotechnique pour éviter que le fruit du tir ne puissent tomber directement du carreau supérieur vers les plateformes et installations situées en contrebas. Les incidents sont consignés dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En phase finale, les fronts seront rendus à l'état des falaises avoisinantes, conformément au plan figuré en annexe 9.

#### ***Article 7.1.2.5 – Distances limites et zones de protection***

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

#### ***Article 7.1.2.6 – Phasage d'exploitation lié au fonctionnement de la carrière pour répondre à des chantiers locaux exceptionnels***

Le phasage d'exploitation est reporté sur le plan en annexe 2.1 à 2.6.

Le phasage des travaux d'exploitation est réalisé sur la base d'une production moyenne de 500 000 tonnes par an pendant 15 premières années d'exploitation, puis une production moyenne de 100 000 tonnes par an pendant 15 dernières années d'exploitation. Les travaux sont menés en parallèle de la remise en état du site en vue de diminuer l'impact paysager du projet sont menés à l'avancement.

L'exploitation du site se réalisera en 6 phases de 5 années.

Le gisement exploité dans la carrière de Calypso est une roche de calcaire massif composée de produits minéraux naturels.



L'état final de la carrière dans le cas où cette modalité d'exploitation serait conduite est illustré en annexe 2.7. Le plan associé est figuré en annexe 7.

#### **Phase 1 – T0<sup>2</sup> + 5 ans :**

Au cours de la phase 1, l'exploitation sera menée en dent creuse, afin de limiter l'impact sur le paysage, à partir du sommet du projet (cote 1025 m NGF). En fin de phase 1, la cote du carreau supérieur est située à 930 m NGF. L'accès au carreau supérieur se fait depuis le lacet du chemin communal situé au Sud-Ouest de la carrière.

Le rythme de production moyen envisagé est de 500 000 tonnes par an, afin de pouvoir répondre à des chantiers locaux exceptionnels.

La descente des matériaux extraits se fait par un puits, relié à une galerie située environ 250 mètres plus bas et menant à une installation de traitement d'une puissance de 2 700 kW. Celle-ci sera construite au cours de la phase 1 en partie basse du carreau inférieur.

Le puits fonctionnera en puits plein et sera progressivement rogné au fur et à mesure de l'exploitation du carreau de la carrière.

Le remblaiement partiel du carreau inférieur débute au rythme annuel moyen de 100 000 m<sup>3</sup>, à l'aide de déchets inertes extérieurs valorisés.

#### **Phase 2 – T5 + 10 ans :**

Au cours de la phase 2, l'exploitation se poursuit en dent creuse et s'approfondit jusqu'à la cote 885 m NGF. Le rythme de l'exploitation est maintenu à 500 000 tonnes par an, pour être toujours dans la capacité de pouvoir répondre à des chantiers locaux exceptionnels.

Le puits est progressivement rogné, au fur et à mesure de l'approfondissement du carreau supérieur.

Le remblaiement partiel du carreau inférieur se poursuit, au rythme annuel moyen de 100 000 m<sup>3</sup>. Les remblais atteignent la cote 755 m NGF. Cette zone sera progressivement remise en état.

#### **Phase 3 – T10 + 15 ans :**

Au cours de la phase 3, le principe et le rythme d'exploitation restent identiques aux phases précédentes. La production est maintenue au rythme de 500 000 tonnes par an en moyenne.

L'approfondissement en dent creuse se poursuit entre les cotes 885 m et 840 m NGF. Un écran est maintenu en bordure Est, sur le flanc de la fosse. La remise en état se met en place en bordure Ouest et Sud.

Le carreau supérieur n'est plus exploité lorsqu'elle atteint la cote 850 m NGF. L'exploitation quitte définitivement la partie en dent creuse au Sud. Une nouvelle zone d'exploitation est créée : il s'agit du carreau intermédiaire. Le maintien de cette plate-forme intermédiaire permettra de garantir la sécurisation des zones de travail sous-jacentes (interception des blocs notamment).

**La zone remblayée est totalement remise en état.**

#### **Phase 4 – T15+ 20 ans :**

A partir de la phase 4, la production reprend un rythme à 100 000 tonnes par an en moyenne (150 000 tonnes par an au maximum). L'exploitation se poursuit en s'approfondissant jusqu'à la cote 810 m NGF.

L'exploitation se fait en exploitant les fronts par paliers rabattus en bordure Ouest, comme pour la phase précédente.

Le carreau de travail intermédiaire descend au fur et à mesure.

#### **Phase 5 – T20+ 25 ans :**

Au cours de la phase 5, l'exploitation se poursuit en s'approfondissant jusqu'à la cote 780 m NGF.

Le puits d'évacuation des matériaux n'est plus utilisé. Les pistes empruntées par les engins durant la période précédente sont exploitées. L'accès au puits se fait à l'aide d'une galerie intermédiaire, dont l'entrée est située au niveau du carreau. Cette galerie sera équipée d'un convoyeur à bandes, pour l'alimentation du puits.

#### **Phase 6 – T25 + 30 ans :**

Au cours de la phase 6, l'exploitation des paliers depuis le niveau 780 m NGF se poursuit jusqu'à la cote 755 m NGF, qui correspond à la cote du carreau final.

Une nouvelle galerie intermédiaire est créée sur le carreau d'exploitation, lorsque la précédente galerie n'est plus accessible.

La fin de cette phase sera consacrée aux opérations de démantèlement des installations, du nettoyage du site et la mise en sécurité définitive du site.

#### ***Article 7.1.2.7 – Phasage d'exploitation lié au fonctionnement plafonné conformément à l'article 1.2.4***

Le phasage d'exploitation est reporté sur le plan en annexe 2.8.

Le phasage des travaux d'exploitation est réalisé sur la base d'une production moyenne de 100 000 tonnes par an pendant 30 années d'exploitation. Les travaux sont menés en parallèle de la remise en état du site en vue de diminuer l'impact paysager du projet sont menés à l'avancement.

L'exploitation du site se réalisera en 6 phases de 5 années.

Le gisement exploité dans la carrière de Calypso est une roche de calcaire massif composée de produits minéraux naturels.

L'exploitation de la carrière se fera par campagnes ponctuelles durant l'année. Le traitement des matériaux serait effectué par campagnes d'un mois, 5 à 6 fois par an. La cadence des tirs de mines serait de l'ordre d'un tir par mois d'activité, permettant d'extraire un tonnage moyen mensuel de 20 000 tonnes.

L'exploitation sera menée depuis le Nord vers le Sud, en dent creuse. En fin de phase 1, la cote du carreau supérieur est située à 930 m NGF. Deux fronts résiduels de 15 m séparés d'une banquettes sont présents en face Sud entre les cotes 960 m et 930 m NGF.

La descente des matériaux extraits se fait par un puits, relié à un tunnel situé environ 250 mètres plus bas et menant à l'installation de traitement. Le puits sera progressivement rogné au fur et à mesure de l'exploitation du carreau de la carrière.

L'état final de la carrière dans le cas où cette modalité d'exploitation serait conduite est illustré en encart à l'annexe 2.8. Le plan associé figuré en annexe 7 lui est également applicable, modulo la cote de fond de fouille atteinte qui est de 810 m NGF au lieu de 755 m NGF.

### **Article 7.1.3 – Remblayage**

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.3.

#### ***Article 7.1.3.1 – Généralités***

Le remblaiement partiel du carreau inférieur de la carrière sera réalisé dès les premières années de l'autorisation. Les déchets inertes utilisés proviendront de chantiers locaux extérieurs, et seront acheminés vers le site via des camions qui emprunteront le pont d'accès. Ils seront mis en place directement sur le carreau inférieur.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Le site fera l'objet d'un remblaiement partiel essentiellement à l'aide de matériaux inertes extérieurs qui conduira à la réalisation de verses selon le profil suivant :

- Hauteur de talus = environ 10 m
- Largeur de banquette = 5 m
- Pente de talus 2/3 (33°)
- Production d'apport = 100 000 m<sup>3</sup>/an en moyenne.

#### ***Article 7.1.3.2 – Conditions d'exploitation***

I – L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.1.3.3. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site.

II – L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumis aux intempéries.

III- L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

#### ***Article 7.1.3.3 – Conditions d'admission des déchets inertes***

Les déchets admissibles sont listés en annexe 5.

Les déchets interdits pour le remblayage sur le site sont :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;

- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

L'importation de déchets inertes ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013 /2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis. L'exploitant s'assure que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- **le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs,**
- **l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée,**
- **le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets**

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :

- **qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;**
- **que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.**

En cas de présomption de contamination des déchets ou terres, et avant leur arrivée sur la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets en remblayage du site de la carrière.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis dans le tableau en annexe 6 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même tableau. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Seuls les déchets respectant les critères définis dans ce tableau peuvent être admis.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

– la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

– la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets,



- le nom et les coordonnées du producteur des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets ;
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, leur provenance et leurs caractéristiques;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

## **Titre 8 – Prescriptions particulières relatives à la préservation de la faune et de la flore**

---

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la Faune et de la Flore détaillés ci-dessous, issus du dossier de demande d'autorisation, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

L'annexe 8 précise et localise les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.

### **CHAPITRE 8.1 – MESURES D'ÉVITEMENT**

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'évitement ci-dessous, localisées en annexe 8.

#### **Article 8.1.1 – E1 : Défrichement et début d'exploitation du carreau en dehors de la période de reproduction des oiseaux et des chiroptères**

Les travaux de défrichement et l'attaque du carreau d'exploitation ont lieu entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars, c'est-à-dire en dehors de la période de sensibilité des cortèges d'espèces forestières et rupestres.

En cas d'arrêt d'exploitation en fin d'hiver (à partir de mars), un écologue est missionné sur le terrain avant la reprise souhaitée de l'exploitation afin de vérifier la présence éventuelle d'espèces protégées en reproduction :

- Si des espèces protégées en cours de reproduction sont présentes, l'activité d'extraction ne pourra pas reprendre avant la fin du cycle de reproduction, soit début septembre ;
- Si aucune reproduction d'espèce protégée n'est mise en évidence, l'exploitation de la carrière pourra reprendre immédiatement.

#### **Article 8.1.2 – E2 : Mise en défens et sensibilisation des équipes chantiers à la flore patrimoniale**

Afin d'éviter l'impact sur les deux espèces végétales patrimoniales (Orcanette du Dauphiné et d'*Epipactis microphylla*) observées dans l'aire d'étude mais à l'extérieur de la zone d'exploitation, les mesures suivantes sont prescrites :

- La localisation des stations est communiquée aux équipes chantier. Elles sont également présentées sur les documents de phasage de la carrière afin d'être bien prises en compte. La sensibilité de l'espèce est mise en avant afin que les équipes tiennent compte de la présence des populations et qu'aucun impact ne soit induit par les activités d'extraction ;
- Une mise en défens est mise en place par un écologue avant le début du chantier. Le balisage est mis en place à l'aide de piquets et de rubalise de chantier. Des panneaux informatifs sont également apposés à côté des stations.

### **CHAPITRE 8.2 – MESURES DE RÉDUCTION**

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction ci-dessous, localisées en annexe 8.

#### **Article 8.2.1 – R1 : Restauration de pelouses sèches à l'emplacement de la chênaie thermophile**

Une restauration de pelouses sèches portant sur une superficie d'environ 10 000 m<sup>2</sup> est déployée à l'emplacement des chênaies localisée en annexe 8 (ajustable en fonction de l'accessibilité de la zone), dès le début de l'exploitation de la carrière. Cette mesure est ainsi déployée :

- L'exploitant procède à une coupe manuelle des arbres afin de « rajeunir » le milieu ;

- Les souches sont laissées sur place mais sont détruites afin de limiter les chances de reprise par rejets (brûlage, rognage, entailles, etc.) ;
- Certaines tiges sont laissées sur pied afin de conserver quelques zones d'accueil pour l'avifaune (nids, perchoirs, etc.). Une attention particulière est portée sur la sélection des tiges à couper afin d'éviter au maximum la reprise de certaines essences par rejets ;
- Les travaux de bûcheronnage peuvent être réalisés en fin d'été (août, voire septembre), avant que la sève ne soit redescendue afin de favoriser l'épuisement des souches ;
- Des mesures d'entretien de ces pelouses (fauche avec export des produits, évacuation des matières végétale morte s'accumulant sur le sol, coupe des jeunes ligneux) sont assurées ;
- Des zones refuges (non fauchées) sont également laissées en place.

### **Article 8.2.2 – R2 : Recréation d'une tillaie en bordure de piste d'exploitation et sur le remblai d'inertes du carreau**

Une tillaie est recrée sur les abords d'une piste d'exploitation et sur le massif d'inertes installés sur le carreau au sein d'une emprise d'environ 8000 m<sup>2</sup>, à l'emplacement localisé en annexe 8, dès le début de l'exploitation de la carrière. Cette mesure est ainsi déployée :

- Décompactage du sol sur 15-20 cm ;
- Apports de matériaux dits « terreux » (mélange de terre et terreau-ou compost) adapté à la composition du sol du remblai) pour ajuster la valeur agronomique des sols ;
- Mise en œuvre avec incorporation superficielle pour améliorer les qualités édaphiques du sol
- Plantations, réalisées en plants forestiers et en baliveaux avec un mélange d'espèces typiques des forêts de pentes et de ravins et adapté aux conditions locales ;
- L'ensemble de la pente est semé pour limiter les risques d'érosion. Il s'agit de recourir à des semences d'espèces végétales pionnières qui laisseront la place progressivement à des espèces spontanées locales.

### **Article 8.2.3 – R3 : Création d'une hêtraie sur le remblai existant**

Une hêtraie portant sur une superficie d'environ 12 000 m<sup>2</sup> est créée à l'emplacement localisé en annexe 8, dès le début de l'exploitation de la carrière. Cette mesure est ainsi déployée :

- Les plantations sont réalisées durant les phases d'exploitation 1, 2 et 3. Elles se font sur les secteurs les moins raides (pente inférieure à 70%). Elles sont intercalées entre les quelques arbres et arbustes installés spontanément. Les pistes existantes sont conservées afin d'assurer l'entretien les premières années et sont plantées en fin de phase 3 ;
- Les plantations sont réalisées en densité forestière, avec des plants forestiers (touffette ou godet). Les 650 pieds sont installés dans des fosses de plantations (1/4 de m<sup>3</sup> de terre végétale). Deux Litres de terreau (ou du compost) sont incorporés pour augmenter la résistance de la plantation à la sécheresse.
- Le mélange d'espèces implantées (du type *Fagus sylvatica* en dominance, *Acer pseudoplatanus*, *Corylus avellana*, *Prunus spinosa*, *Picea abies*, *Taxus baccata*, *Crataegus monogyna*, *Berberis vulgaris*, *Sorbus aria*) est adapté au type de sol et privilégie la mise en place d'une dynamique forestière acclimatée aux conditions locales.

### **Article 8.2.4 – R4 : Récréation de boisements forestiers sur le site à long terme**

Des boisements forestiers sont recréés sur une superficie d'environ 3 600m<sup>2</sup> à l'emplacement localisé en annexe 8, dès le début de l'exploitation de la carrière.

Deux types de boisements sont recréés : des peuplements de type hêtraie et d'autres de type tillaie.

La portion de bande de sécurité des 10 mètres déboisés est reboisée afin de recréer des boisements en lien avec les milieux boisés environnants. Le mélange d'espèces choisi est adapté aux conditions locales et au changement climatique.

#### **Article 8.2.5 – R5 : Création d'habitats favorables aux reptiles et aux amphibiens**

Des aménagements destinés à favoriser le maintien et l'attractivité du site envers les reptiles et les amphibiens sont créés à l'emplacement localisé en annexe 8, dès la première phase d'exploitation, au sein de la carrière :

- Des hibernaculums, occupant a minima une superficie de 150 m<sup>2</sup>, créés soit à partir des tas de branches et des souches issus des coupes d'arbre ou de pierriers/éboulis à base de matériaux grossiers ;
- Deux mares temporaires portant sur une surface d'environ 80 et 40 m<sup>2</sup> d'emprise terrassée, en pente très douce réalisées par surcreusement du sol ; un dépôt de matériaux fins inertes est disposé au fond de ces mares afin d'en imperméabiliser le fond si nécessaire.

#### **Article 8.2.6 – R6 : Comblement des ornières potentiellement favorables aux amphibiens sur le carreau**

Les ornières et flaques d'eau sont comblées chaque année courant février, avant la période de reproduction afin d'éviter la ponte nocturne des Crapauds qui pourraient exposer des individus à un risque de destruction accidentel du fait des activités de la carrière.

#### **Article 8.2.7 – R7 : Mise en place d'un éclairage nocturne réfléchi**

Afin de ne pas perturber l'activité nocturne de la faune (chauves-souris notamment), si un éclairage est nécessaire, son déploiement respectera les mesures suivantes :

- il sera limité au pont à bascule et aux entrées de site et bâtiments,
- les orientations des éclairages seront tous dirigés vers le sol et à angle faible,
- la hauteur des lampadaires sera limitée à 3 mètres de haut,
- les lampes à vapeur de sodium sont préférées pour éviter les ultra-violets dans le spectre lumineux,
- les surfaces réfléchissantes sous les lampadaires seront à éviter.

#### **Article 8.2.8 – R8 : Lutte contre les espèces végétales envahissantes (EVEE)**

Des prospections sont réalisées à une période permettant d'observer et d'identifier la flore exotique envahissante potentielle sur le site, soit en juin-juillet. Elles sont ainsi déployées :

- parcours du site à pied par un botaniste
- pointage GPS des stations de flore exotique envahissante relevées et estimation du nombre d'individus.
- photographie des populations importantes relevées

Le suivi est ciblé sur les espèces déjà identifiées (voir dossier) mais les nouvelles populations d'espèces exotiques envahissantes potentiellement relevées lors des prospections sont ajoutées au suivi.

Un rapport présentant une carte de localisation des espèces exotiques envahissantes sur le site et une analyse succincte des enjeux sera rédigé. Des opérations de lutte ou de régulation de l'espèce pourront ensuite être proposées.

#### **Article 8.2.9 – R9 : Valorisation chiroptérologique**

Des nichoirs artificiels favorables aux chauves-souris rupestres et arboricoles sont installés à proximité de la carrière pour offrir de nouveaux gîtes, dès la première phase d'exploitation de la carrière.



Les gîtes sont installés sur les bâtiments, les arbres favorables ou bien sur les poteaux, à une hauteur minimale de 3 m. Les modèles de gîtes retenus ne nécessitent aucun entretien. 6 gîtes au minimum sont installés.

#### **Article 8.2.10 – R10 : Installation de nichoirs dans les boisements connexes au site**

Des nichoirs conçus pour l'avifaune forestière sont placés dans les boisements de la forêt communale de la commune de Montrichier-Albanne, dès la première phase d'exploitation de la carrière. Ces aménagements sont réalisés en accord avec la commune et le plan de gestion.

Une vingtaine de nichoirs (10 à 15 par hectare défriché) sont ainsi installés et entretenus durant l'exploitation jusqu'à ce que les boisements recréés soient suffisamment développés pour accueillir les espèces ciblées.

Différents types de nichoirs sont installés pour différents types de cortèges d'oiseaux et de tailles différentes : Nichoirs à trou d'envol (pour espèces cavernicoles comme les Mésanges, Pics, etc.), semi-ouverts (pour espèces semi-cavernicoles : Rougequeue noir, Rougegorge familier, etc.).

#### **Article 8.2.11 – R11 : Effarouchement à la corne de brume avant les tirs de mines**

Un effarouchement par le passage d'un véhicule sur la zone d'exploitation (au-dessus du carreau et en dessous) ainsi qu'un coup de corne de brume sont effectués avant tout tir de mines.

### **CHAPITRE 8.4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes. Elles figurent en annexe 8 du présent arrêté.

#### **Article 8.4.1 – A1 : Recréation de pelouses sèches sur le site**

Une création de pelouses sèches est déployée à l'emplacement localisé en annexe 8 :

- Apport de terre végétale en provenance du site lui-même ;
- Création d'une couche de sol de 5 cm d'épaisseur environ ;
- Création d'une légère pente pour que le milieu soit drainant ;
- Mise en place de zones d'amas de pierres avec des interstices suffisants pour abriter les reptiles ;
- Les travaux de terrassement sont réalisés par des engins légers, de type pelle mécanique. La quantité de terre à fournir pour une surface de 5 000 m<sup>2</sup> est estimée à 250 m<sup>3</sup>.
- Une attention particulière devra être apportée au choix de la terre à fournir : faible en nutriments et en semences (horizon B).

#### **Article 8.4.2 – A2 : Mise en place de conditions favorables à la reprise d'une dynamique écologique sur le remblai d'inertes**

Au terme de la phase 2, les travaux de remblaiement étant terminés, la circulation des engins de chantier sur les remblais est interdite en dehors des pistes d'accès, à l'exception de ceux requis pour les travaux de remise en état.

Le sol est décompacté, un léger modelé est réalisé, des amas de pierres seront réalisés par endroit, et un sol de faible épaisseur est reconstitué avec semis d'un mélange d'espèces fugaces.

### **Article 8.4.3 – A3 : Protection du tunnel abandonné afin d'améliorer la qualité de ce gîte aux chiroptères**

Afin d'améliorer la qualité du gîte et sa tranquillité, l'ouverture est repensée pour éviter toute intrusion de carnivore ou de dérangement lié à l'homme :

- Dès le début de l'exploitation, l'accès par l'ouverture sud du tunnel est protégé de toute intrusion par le dépôt de gros rochers ou d'une clôture (masquant l'entrée plutôt que la bouchant) ; Les chiroptères disposent d'une ouverture adaptée laissée libre ;
- L'ouverture Nord, elle, débouche à plusieurs dizaines de mètres de hauteur sur le carreau

## **CHAPITRE 8.5 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES**

Les suivis permettent de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Ils sont effectués par des écologues compétents et indépendants qui effectuent des passages sur site dès que cela est nécessaire. Ils permettent de proposer aux services instructeurs, le cas échéant, les actions correctrices qui seraient nécessaires.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

### **Article 8.5.1 – S1 : Relevés phytosociologiques et relevés d'embroussaillage pendant 10 ans**

Un suivi pluriannuel est mis en place, permettant de rendre compte de l'évolution des pelouses sèches restaurées et recrées et de leur état de conservation. Les prospections sont réalisées à une période permettant d'observer et d'identifier la flore potentielle sur le site, en juin-juillet.

Le protocole est le suivant :

- Réalisation d'un relevé phytosociologique avec abondance d'espèces, recouvrement végétal total et analyse de la composition spécifique, permettant d'observer si la végétation présente est caractéristique d'une pelouse sèche et d'observer l'évolution du cortège floristique au fur et à mesure des années.
- Étude de plusieurs paramètres rendant compte de l'état de conservation de la pelouse :
  - Relevés du pourcentage d'embroussaillage,
  - Relevés du recouvrement des espèces ligneuses,
  - Relevés de la présence d'espèces invasives.

Le suivi est effectif durant une période de 10 ans aux années N+1, N+3, N+5, N+7, N+10 (N étant le moment où les travaux de restauration ou de création des pelouses sèches, qui doivent être lancés dès le début de l'exploitation, auront été effectués).

### **Article 8.5.2 – S2 : Suivi de la mise en œuvre et de la reprise des plantations/semis**

Ce suivi évalue la reprise des plants et des semis qui auront été réalisés sur le site. Les prospections sont réalisées à une période permettant d'observer et d'identifier la flore potentielle sur le site, en juin-juillet.

Plusieurs critères sont suivis, dont la réalisation d'un relevé floristique avec abondance d'espèces, recouvrement végétal total et analyse de la composition spécifique. Cette opération permettra d'observer si la végétation présente est caractéristique d'observer la variation du cortège floristique au fur et à mesure des années.

Pour les secteurs de plantations et de semis qui n'auraient pas repris et dont le recouvrement ne sera pas satisfaisant, ils seront localisés et des mesures de corrections seront proposées.

Le suivi sera effectif durant une période de 10 ans aux années N+1, N+3, N+5, N+7, N+10.

### **Article 8.5.3 – S3 : Entretien régulier de l'ensemble des nichoirs, tous les ans, durant toute la durée de l'exploitation.**

Les nichoirs sont entretenus tous les ans après leur installation, afin d'effectuer un suivi d'occupation et de retirer les anciens nids. Cela s'effectuera entre octobre et mars, pour éviter la période de reproduction en proscrivant l'emploi de substances nocives lors du nettoyage.

### **Article 8.5.4 – S4 : Suivi lors de la création et suivi faune 3 ans après l'installation des ouvrages, vérification de présence en début de printemps.**

Pour l'installation des mares, des hibernaculums, des gîtes artificiels à chauve-souris et des rochers/clôtures à l'entrée du tunnel abandonnée, la présence d'un écologue est nécessaire pour veiller à leur bonne réalisation (année n).

Puis, après la bonne réalisation, un suivi est effectué 3 ans après (n+4) pour veiller à l'efficacité de ces mesures :

- Les mares devront être en eau au moins de mars à avril (période de reproduction des Crapauds)
- Les hibernaculums devront être en bon état (et vérification de la présence de reptiles)
- Un suivi des gîtes à chiroptères est effectué (présence d'individus ou de guano au pied des gîtes)
- Présence de guano frais dans le tunnel avec potentielle prospection de sortie de gîte.

### **Article 8.5.5 – S5 : Suivi annuel de la mise en oeuvre**

Un point sera effectué annuellement à partir de la phase 3 (année n+15) afin de voir si les zones qui ne seront plus impactées par l'exploitation, seront remises dans des conditions favorables à la reprise d'une dynamique écologique.

### **Article 8.5.6 – S6 : Suivis naturalistes pendant la durée d'exploitation**

Ce suivi vise à suivre la progression des espèces exotiques envahissantes sur le site et à proposer des opérations de lutte ou de limitation de l'expansion des espèces. Les suivis naturalistes permettront aussi de vérifier le maintien des stations d'espèces végétales protégées ou patrimoniales et l'efficacité des mesures.

Les prospections sont réalisées à une période permettant d'observer et d'identifier la flore exotique envahissante potentielle sur le site, en juin-juillet.

Le suivi est ciblé sur les espèces déjà identifiées mais les nouvelles populations d'espèces exotiques envahissantes relevées lors des prospections seront ajoutées au suivi.

Le protocole de suivi sera mis en œuvre comme suit :

- Parcours du site à pied par un botaniste
- Pointage GPS des stations de flore exotique envahissante relevées et estimation du nombre d'individus.
- Photographie des populations importantes relevées

Un rapport sera rédigé faisant le bilan de l'état des stations d'espèces végétales protégées identifiées et présentant une carte de localisation des espèces exotiques envahissantes sur le site et une analyse succincte des enjeux.

Des opérations de correction pourront éventuellement être proposées, si cela est jugé nécessaire.

### **Article 8.5.7 – S7 : Suivi lors de la mise en place et vérification 1 an après l'installation.**

Les préconisations liées à la mise en place de l'éclairage nocturne sont rappelées avant la mise en place (année n). Puis une vérification de la bonne mise en place est effectuée 1 an après l'installation (année n+1).

L'ensemble des rapports de suivis intégrant les mesures S1 à S7 sont produits à l'issue de chaque échéance et adressés à la DREAL (service EHN/PPME), au plus tard le 31 janvier suivant l'année concernée.



## Titre 9 – Remise en état et garanties financières

### CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation complété en février 2021.

La remise en état du site aura pour objectif d'assurer la sécurité des usagers du site après l'exploitation, et la réintégration des terrains dans l'environnement. L'orientation donnée au réaménagement sera un réaménagement à vocation naturelle et paysagère.

Le projet d'intégration du projet dans le paysage vise à réduire l'impact visuel grâce à la mise en oeuvre de différentes mesures :

Les travaux de réaménagement seront coordonnés à l'exploitation et comprendront les opérations suivantes :

- Géométrie lisse des falaises d'exploitation inspirée des falaises naturelles environnantes,
- Revalorisation des merlons non végétalisés de pied de falaise,
- Végétalisation des franges périphériques à l'extraction.

Il permet également de valoriser des espaces peu attrayants, tels que les remblais dénudés en pied de falaise, en les reboisant ; ainsi que la mise en valeur de l'ancienne usine à chaux. Le projet de remise en état prévoit également la végétalisation des remblais inertes extérieurs, situés sur le carreau inférieur de la carrière.

Un plan schématisant la remise en état est annexé au projet d'arrêté en annexe 7. Le projet de remise en état sera mis en oeuvre de manière progressive et coordonnée à l'exploitation de la carrière.

### CHAPITRE 9.2 – GARANTIES FINANCIÈRES

#### Article 9.2.1 – Objet des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer :

- la remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

#### Article 9.2.2 – Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant de références des garanties financières ( $C_R$ ) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des 6 périodes quinquennales en mode d'exploitation est :

Phase	Montant des garanties financières
T0 à T0 + 5 ans	911 260,14 €
T0 + 5 ans à T0 + 10 ans	883 922,58 €
T0 + 10 ans à T0 + 15 ans	151 581,71 €
T0 + 15 ans à T0 + 20 ans	153 685,18 €
T0 + 10 ans à T0 + 25 ans	94 810,95 €
T0 + 25 ans à T0 + 30 ans	100 982,61 €

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- index en septembre 2021 : TP01 = 760,6158 (avec coefficient de raccordement 6,5345 suite à la modification des bases de calcul de l'indice TP01 par le décret 2014-114 du 7 février 2014 et la circulaire du 16 mai 2014) ;
- et TVA = 20 %.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

### **Article 9.2.3 – Établissement des garanties financières**

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 9.2.4 – Renouvellement des garanties financières**

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 9.2.5 – Actualisation des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### **Article 9.2.6 – Modification du montant des garanties financières**

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### **Article 9.2.7 – Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code.

Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### Article 9.2.8 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

### Article 9.2.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de constat de fin de travaux de remise en état (récolement).

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## CHAPITRE 9.3 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, outre l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : **remise en état à vocation écologique et paysager**.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (accompagné de photos) ;

- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.



---

## **Titre 10 – Délais et voies de recours-Publicité-Exécution**

---

### **CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.181-17 du code de l'environnement.

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour auquel la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication sur le site internet des services de l'État en Savoie.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2 ci-dessus.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **CHAPITRE 10.2 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Montricher-Albanne et de Saint-Martin-de-la-Porte et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les « motifs » et « considérants » principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la mairie de Montricher-Albanne et de Saint-Martin-de-la-Porte pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire.

Le maire de Montricher-Albanne et le maire de Saint-Martin-de-la-Porte feront connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Savoie l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société GRANULATS VICAT.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal, aux autres autorités locales ayant été consultées et à la société GRANULATS VICAT.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de 4 mois.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées est publié par les soins du préfet, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

### CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) en charge de l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'exploitant et aux maires de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte ;

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART



## Table des matières

Titre 1 – Portée de l’autorisation et conditions générales.....	4
CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L’AUTORISATION.....	4
Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l’autorisation.....	4
Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	5
Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	5
CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS.....	5
Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.2.2 – Situation de l’établissement.....	6
Article 1.2.3 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l’autorisation.....	7
Article 1.2.4 – Modulation des volumes autorisés des installations.....	7
CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L’AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D’AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS.....	8
Article 1.5.1 – Porter à connaissance.....	8
Article 1.5.2 – Mise à jour des études d’impact et de dangers.....	8
Article 1.5.3 – Équipements abandonnés.....	9
Article 1.5.4 – Changement d’exploitant.....	9
CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	9
CHAPITRE 1.7 – CONTRÔLES ET ANALYSES.....	9
CHAPITRE 1.8 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L’INSPECTION.....	9
Article 1.8.1 – Dossier.....	9
Article 1.8.2 – Plans.....	10
Article 1.8.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres.....	10
CHAPITRE 1.9 – RÉGLEMENTATION.....	10
CHAPITRE 1.10 – GESTION DE L’ÉTABLISSEMENT.....	11
Article 1.10.1 – Objectifs généraux.....	11
Article 1.10.2 – Jours et horaires de fonctionnement.....	11
Article 1.10.3 – Accès, voirie publique, circulation interne.....	11
Article 1.10.4 – Moyen de pesée.....	12
Article 1.10.5 – Sécurité du public.....	12
Article 1.10.6 – Mesures spécifiques liées au risque de chute de bloc.....	12
Article 1.10.6.1 – disposition constructives du bâti.....	12
Article 1.10.6.2 – Protection de la conduite d’eau.....	12
Article 1.10.6.3 – Protection des brises charges.....	13
Article 1.10.6.4 – stockage des explosifs et timbrage maximal des tirs de mine.....	13
Article 1.10.7 – Mesures spécifiques à l’ancienne usine à Chaux.....	13
Article 1.10.8 – Communication avec les riverains, élus et associations.....	13
CHAPITRE 1.11 – Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.....	14
Titre 2 – Prévention de la pollution atmosphérique.....	15
CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET.....	15
Article 2.1.1 – Dispositions générales.....	15
Article 2.1.2 – Réduction des émissions de poussières.....	15
Article 2.1.2 – Prévention des émissions de poussières à l’installation de traitement.....	15
Article 2.1.3 – Mesure des retombées de poussières.....	16
Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	17
CHAPITRE 3.1 – Prévention des pollutions accidentelles.....	17
CHAPITRE 3.2 – Prélèvements et consommation d’eau.....	17
CHAPITRE 3.3 – Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse.....	17



CHAPITRE 3.4 – Traitement des eaux.....	18
Article 3.4.1 – Traitement des eaux superficielles.....	18
Article 3.4.2 – Rejets d’eau dans le milieu naturel.....	19
Titre 4 – Déchets produits sur le site.....	20
CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS.....	20
Article 4.1.1 – Dispositions générales.....	20
Article 4.1.2 – Séparation des déchets.....	20
Article 4.1.3 – Conception et exploitation des installations d’entreposage internes des déchets.....	20
Article 4.1.4 – Déchets gérés à l’extérieur de l’établissement.....	21
Article 4.1.5 – Déchets gérés à l’intérieur de l’établissement.....	21
Article 4.1.6 – Registre.....	21
Article 4.1.7 – Transport.....	21
Article 4.1.8 – Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées.....	21
Titre 5 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	23
CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	23
Article 5.1.1 – Aménagements.....	23
Article 5.1.2 – Véhicules et engins.....	23
Article 5.1.3 – Appareils de communication.....	23
Article 5.1.4 – Mesures additionnelles.....	23
CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	23
Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores.....	23
Article 5.2.2 – Valeurs limites d’émergence.....	24
Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d’autorisation.....	24
Article 5.2.4 – Niveau de crête lors des tirs de mines.....	24
CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS.....	24
Article 5.3.1 – Vibrations (hors tirs de mines).....	24
Article 5.3.2 – Vibrations (liées aux tirs de mines).....	24
CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	25
Titre 6 – Prévention des risques.....	26
CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES.....	26
CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L’INCENDIE.....	26
CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES.....	26
CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES.....	26
CHAPITRE 6.5 – PRÉVENTION DES RISQUES DE PROJECTION LORS DES TIRS.....	27
Titre 7 – Conditions d’exploitation.....	28
CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES.....	28
Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires.....	28
Article 7.1.1.1 – Information du public.....	28
Article 7.1.1.2 – Bornage.....	28
Article 7.1.1.3 – Travaux préliminaires à l’exploitation.....	28
Article 7.1.2 – Dispositions particulières d’exploitation.....	28
Article 7.1.2.1 – Modalités d’exploitation.....	28
Article 7.1.2.3 – Travaux de découverte.....	28
Article 7.1.2.4 – Extraction.....	29
Article 7.1.2.5 – Distances limites et zones de protection.....	29
Article 7.1.2.6 – Phasage d’exploitation lié au fonctionnement de la carrière pour répondre à des chantiers locaux exceptionnels.....	29
Article 7.1.2.7 – Phasage d’exploitation lié au fonctionnement plafonné conformément à l’article 1.2.4.....	31
Article 7.1.3 – Remblayage.....	32
Article 7.1.3.1 – Généralités.....	32
Article 7.1.3.2 – Conditions d’exploitation.....	32
Article 7.1.3.3 – Conditions d’admission des déchets inertes.....	32
Titre 8 – Prescriptions particulières relatives à la préservation de la faune et de la flore.....	35



CHAPITRE 8.1 – MESURES D’ÉVITEMENT.....	35
Article 8.1.1 – E1 : Défrichement et début d’exploitation du carreau en dehors de la période de reproduction des oiseaux et des chiroptères.....	35
Article 8.1.2 – E2 : Mise en défens et sensibilisation des équipes chantiers à la flore patrimoniale.....	35
CHAPITRE 8.2 – MESURES DE RÉDUCTION.....	35
Article 8.2.1 – R1 : Restauration de pelouses sèches à l’emplacement de la chênaie thermophile.....	35
Article 8.2.2 – R2 : Recréation d’une tillaie en bordure de piste d’exploitation et sur le remblai d’inertes du carreau.....	36
Article 8.2.3 – R3 : Création d’une hêtraie sur le remblai existant.....	36
Article 8.2.4 – R4 : Recréation de boisements forestiers sur le site à long terme.....	36
Article 8.2.5 – R5 : Création d’habitats favorables aux reptiles et aux amphibiens.....	37
Article 8.2.6 – R6 : Comblement des ornières potentiellement favorables aux amphibiens sur le carreau.....	37
Article 8.2.7 – R7 : Mise en place d’un éclairage nocturne réfléchi.....	37
Article 8.2.8 – R8 : Lutte contre les espèces végétales envahissantes (EVEE).....	37
Article 8.2.9 – R9 : Valorisation chiroptérologique.....	37
Article 8.2.10 – R10 : Installation de nichoirs dans les boisements connexes au site.....	38
Article 8.2.11 – R11 : Effarouchement à la corne de brume avant les tirs de mines.....	38
CHAPITRE 8.4 – MESURES D’ACCOMPAGNEMENT.....	38
Article 8.4.1 – A1 : Recréation de pelouses sèches sur le site.....	38
Article 8.4.2 – A2 : Mise en place de conditions favorables à la reprise d’une dynamique écologique sur le remblai d’inertes.....	38
Article 8.4.3 – A3 : Protection du tunnel abandonné afin d’améliorer la qualité de ce gîte aux chiroptères.....	39
CHAPITRE 8.5 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES.....	39
Article 8.5.1 – S1 : Relevés phytosociologiques et relevés d’embroussaillage pendant 10 ans.....	39
Article 8.5.2 – S2 : Suivi de la mise en œuvre et de la reprise des plantations/semis.....	39
Article 8.5.3 – S3 : Entretien régulier de l’ensemble des nichoirs, tous les ans, durant toute la durée de l’exploitation.....	40
Article 8.5.4 – S4 : Suivi lors de la création et suivi faune 3 ans après l’installation des ouvrages, vérification de présence en début de printemps.....	40
Article 8.5.5 – S5 : Suivi annuel de la mise en œuvre.....	40
Article 8.5.6 – S6 : Suivis naturalistes pendant la durée d’exploitation.....	40
Article 8.5.7 – S7 : Suivi lors de la mise en place et vérification 1 an après l’installation.....	40
Titre 9 – Remise en état et garanties financières.....	42
CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT.....	42
CHAPITRE 9.2 – GARANTIES FINANCIÈRES.....	42
Article 9.2.1 – Objet des garanties financières.....	42
Article 9.2.2 – Montant des garanties financières.....	42
Article 9.2.3 – Établissement des garanties financières.....	43
Article 9.2.4 – Renouvellement des garanties financières.....	43
Article 9.2.5 – Actualisation des garanties financières.....	43
Article 9.2.6 – Modification du montant des garanties financières.....	43
Article 9.2.7 – Absence de garanties financières.....	44
Article 9.2.8 – Appel des garanties financières.....	44
Article 9.2.9 – Levée de l’obligation de garanties financières.....	44
CHAPITRE 9.3 – CESSATION D’ACTIVITÉ.....	44
Titre 10 – Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....	45
CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	45
CHAPITRE 10.2 – PUBLICITÉ.....	45
CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION.....	46

